

Art. 4. In dezelfde afdeling wordt een artikel 14/3 ingevoegd, luidend als volgt :

«Art. 14/3. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en in het kader van de tweejaarlijkse oproep tot projecten wordt aan elk project een subsidie toegekend van minimaal 5.000 euro en maximaal 45.000 euro.

§ 2. De nadere regels voor de uitbetaling van de subsidie door de Regering zijn identiek aan deze bedoeld in artikel 12, § 2. De in aanmerking komende uitgaven zijn identiek aan die voorzien in artikel 12, § 3.

§ 3. De regering bepaalt, na advies van een examencommissie, het bedrag dat aan elk geselecteerde project wordt toegekend.

De examencommissie is belast met het uitbrengen van een advies over de selectie van projecten in het kader van de oproep tot projecten uiterlijk op 15 november van elk jaar.

De examencommissie is samengesteld uit 5 leden, verdeeld als volgt :

a. een deskundige (academische of associatieve) in preventie voor de aspecten voor hulpverlening aan de jongeren in hun gewoon leefmilieu en in hun verhouding met de sociale omgeving;

b. een deskundige (academische of associatieve) in burgerzin, interculturaliteit, strijd tegen racisme;

c. een vertegenwoordiger van de algemene administratie voor hulpverlening aan de jeugd;

d. een vertegenwoordiger van de administratie belast met de transversale beleidslijnen/ Gelijke kansen;

e. een vertegenwoordiger van de minister belast met gelijke kansen.

De regering stelt de leden van de examencommissie bedoeld in paragraaf 3 aan voor een periode van vijf jaar.».

Art. 5. In dezelfde afdeling wordt een artikel 14/4 ingevoegd, luidend als volgt :

«Art. 14/4. De regering stelt voor de financiering van de oproep tot projecten, binnen de perken van de beschikbare kredieten, een jaarlijks bedrag van 477.450 euro ter beschikking.».

Art. 6. In dezelfde afdeling wordt een artikel 14/5 ingevoegd, luidend als volgt :

«Art. 14/5. De regering bepaalt de nadere regels voor de verantwoording van de subsidies toegekend in het kader van de oproep tot projecten.».

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 7 juli 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 404-1. — Verslag van de commissie, nr. 404-2. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 404-3

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 6 juli 2022.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/15437]

7 JUILLET 2022. — Décret modifiant le décret du 11 avril 2014 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association inter universitaire d'aide à la performance sportive

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret du 11 avril 2014 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association inter universitaire d'aide à la performance sportive d les modifications suivantes sont apportées :

le 3^o est remplacé par ce qui suit : « 3^o fédérations sportives : les fédérations sportives, telles que définies par l'article 1^{er}, 11^o du décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française » ;

un 4^o est inséré est rédigé comme suit : « 4^o fédération sportive handisport : la fédération sportive handisport telle que visée à l'article 1^{er}, 12^o du décret du 3 mai 2019, précité » ;

un 5^o est inséré et rédigé comme suit : « 5^o le décret du 3 mai 2019 : le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française ».

Art. 2. L'article 2 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement peut reconnaître une association inter universitaire d'aide à la performance sportive, au service des fédérations sportives, de la fédération sportive handisport, des sportifs de haut niveau, des espoirs sportifs, des arbitres de haut niveau et des partenaires d'entraînement tels que visés à l'article 19, § 1^{er}, 1^o 2^o et 5^o, du décret du 3 mai 2019 ».

Art. 3. L'article 3 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}.- Pour être reconnue, l'association inter universitaire d'aide à la performance sportive doit remplir les conditions suivantes :

1. être constituée en association sans but lucratif, conformément au Code des sociétés et des associations introduit par la loi du 23 mars 2019 ;
2. regrouper en son sein au moins 3 universités reconnues par la Communauté française ;
3. être dirigée par un conseil d'administration composé d'au moins six membres issus et désignés par les universités visées au 2^o, parmi les membres faisant partie de leur personnel académique, au sein de leur faculté ou département des sciences de la motricité et qui sont actifs dans l'évaluation et l'accompagnement des sportifs de haut niveau ;
4. avoir une activité régulière conforme à son objet social et ayant, notamment, pour objectifs :
 - a) d'évaluer les sportifs de haut niveau, les espoirs sportifs, les partenaires d'entraînement et les arbitres de haut niveau sur les plans physiologique, musculaire, nutritionnel, biomécanique et psychologique ;
 - b) d'apporter un soutien scientifique aux directions techniques, entraîneurs et sportifs de haut niveau, espoirs sportifs, partenaires d'entraînement et arbitre de haut niveau en ce compris et notamment via des batteries de tests utilisables par les entraîneurs à destination de l'ensemble des sportifs ;
 - c) d'apporter un soutien scientifique au service "formation de cadres sportifs" de l'Administration générale du Sport, en vue de l'élaboration des programmes et des contenus de formation de cadres sportifs à vocation pédagogique ;
 - d) de développer des recherches en lien avec le sport de haut niveau et la formation de cadres pédagogiques et d'en publier les résultats dans des journaux scientifiques internationaux dont les publications sont revues par les pairs ;
 - e) d'accompagner et de soutenir les fédérations sportives, les entraîneurs, les sportifs de haut niveau, les espoirs sportifs, les partenaires d'entraînement et les arbitres de haut niveau dans leurs démarches vers le haut niveau ;
 - f) de proposer annuellement un colloque sur un thème susceptible d'influencer la performance sportive.
5. avoir son siège en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale ;
6. tenir une comptabilité régulière, conformément à la loi du 23 mars 2019 introduisant le code des sociétés et associations ;
7. permettre le contrôle de ses documents comptables et administratifs par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement ;
8. communiquer annuellement au Gouvernement pour le 15 décembre au plus tard :
 - a) un rapport d'activités de l'année en cours détaillant les actions menées pour réaliser les objectifs visés au 4^o ;
 - b) un projet de programmation pluriannuel d'activités reprenant les 4 années à venir est transmis pour validation à l'Administration générale du Sport. Ce projet est accompagné d'une estimation budgétaire ;
 - c) le rapport de l'assemblée générale ;
 - d) les comptes annuels relatifs à l'année antérieure et le budget de l'année en cours ;
 - e) la composition actualisée du conseil d'administration ;
9. participer, trois fois par an, aux réunions du comité d'accompagnement, en vue de veiller à l'adéquation des activités de l'association au regard du périmètre annuel transmis par le Ministre le 1^{er} janvier de chaque année.

Le comité d'accompagnement est composé de 7 membres, dont :

- trois membres représentant et désignés par l'association ;
- un membre représentant et désigné par le Conseil supérieur des sports ;
- un membre représentant et désigné par l'association de fédérations sportives, de fédérations sportives de loisirs et d'associations sportives francophones, reconnue en Communauté française ;
- deux membres représentants et désignés par le Gouvernement de la Communauté française.

§ 2. Les activités visées au paragraphe 1^{er}, 4^o sont réalisées dans le cadre des objectifs établis par le Gouvernement, notamment en fonction des calendriers olympiques et paralympiques, championnats du monde ou des priorités établies dans le cadre des subventions pour le développement du sport de haut niveau, telles que visées par l'article 27, §1^{er}, alinéa 2, 3^o de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 novembre 2020 fixant la procédure de reconnaissance et de classement du mouvement sportif organisé ainsi que le subventionnement pour le développement du sport de haut niveau et des formations de cadre.

Les objectifs, qui comprennent les priorités annuelles établies par le Gouvernement, sont adressés à l'association inter universitaire d'aide à la performance sportive le 1^{er} janvier de chaque année.

Art. 4. A l'article 7 du même décret, les mots : « loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations » sont remplacés par les mots : « loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et associations ».

Art. 5. A l'article 10 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

Dans l'alinéa 2, 1^o, le mot : « minimum » est inséré entre les mots : « à raison de » et « 50 % de la subvention forfaitaire » ;

Dans l'alinéa 2, 2^o, les mots : « l'article 3, 4^o » sont remplacés par les mots : « l'article 3, paragraphe 1^{er}, 4^o » ;

Dans l'alinéa 2, 3^o, le mot : « maximum » est inséré entre les mots : « à raison de » et « 3 % de la subvention forfaitaire visée à l'alinéa 1^{er} » ;

Dans l'alinéa 3, les mots : « au 1^o » sont remplacés par les mots : « à l'alinéa 2, 1^o ».

Art. 6. A l'article 13 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

Au 2^o, a), les mots : « (nom, prénoms, date de naissance, sexe, adresse) » sont supprimés ;

Le 4^o est remplacé par ce qui suit : « un rapport de ses activités de l'année en cours explicitant notamment les actions développées suivant les objectifs fixés à l'article 3, §1^{er}, 4^o ».

Art. 7. A l'article 15 du même décret, les mots : « l'article 3, 9° » sont remplacés par les mots : « l'article 3, paragraphe 1^{er}, 9° »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 7 juillet 2022.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2021-2022

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 405-1. — Rapport de commission, n° 405-2. — Texte adopté en séance plénière, n° 405-3

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 6 juillet 2022.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/15437]

7 JULI 2022. — Decreet tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van een interuniversitaire vereniging tot ondersteuning van de sportprestatie

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 1 van het decreet van 11 april 2014 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van een interuniversitaire vereniging tot ondersteuning van de sportprestatie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

3° wordt vervangen als volgt : « 3° sportfederaties : de sportfederaties zoals bepaald in artikel 1, 11° van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de in de Franse Gemeenschap georganiseerde sportbeweging » ;

er wordt een 4° ingevoegd, luidend als volgt : « 4° sportfederatie voor gehandicapten : de sportfederatie voor gehandicapten zoals bedoeld in artikel 1, 12° van bovenvermeld decreet van 3 mei 2019 » ;

er wordt een 5° ingevoegd, luidend als volgt : « 5° het decreet van 3 mei 2019 : het decreet van 3 mei 2019 betreffende de in de Franse Gemeenschap georganiseerde sportbeweging ».

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De Regering kan een interuniversitaire vereniging tot ondersteuning van de sportprestatie erkennen ten dienste van sportfederaties, sportfederatie voor gehandicapten, topsporters, sportbeloften, topscheidsrechters en trainingspartners zoals bedoeld in artikel 19, § 1, 1° 2° en 5°, van het decreet van 3 mei 2019 ».

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« § 1.- Om erkend te worden moet de interuniversitaire vereniging tot ondersteuning van de sportprestatie aan de volgende voorwaarden beantwoorden :

1. samengesteld zijn als een vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, ingevoerd bij de wet van 23 maart 2019 ;

2. ten minste 3 universiteiten erkend door de Franse Gemeenschap uit de universiteiten tellen;

3. geleid worden door een raad van bestuur samengesteld uit ten minste 6 leden afkomstig uit en aangesteld door de universiteiten bedoeld in 2°, onder de leden die deel uitmaken van hun academische personeel binnen hun faculteit of departement van de bewegingswetenschappen en die actief zijn in de evaluatie en de begeleiding van topsporters;

4. een regelmatig activiteit hebben die overeenstemt met haar maatschappelijke doel en die inzonderheid ten doel heeft:

a) de topsporters, de sportbeloften, de trainingspartners en de topscheidsrechters te evalueren op het gebied van de fysiologie, de spieren, de voeding, de biomechanica en de psychologie;

b) een wetenschappelijke steun te verlenen aan de technische directeurs, de trainers en topsporters, sportbeloften, trainingspartners en topscheidsrechters met inbegrip van en inzonderheid door middel van een testbatterij die door de trainers kan gebruikt worden voor het geheel van de sportbeoefenaars;

c) een wetenschappelijke steun te verlenen aan de dienst "opleiding van sportkaders" van de Algemene Directie Sport met het oog op het opstellen van programma's en inhouden van de opleiding van sportkaders met pedagogische doeleinden;

d) onderzoeken te ontwikkelen in verband met topsport en de opleiding van pedagogische kaders en de resultaten ervan bekend te maken in de internationale wetenschappelijke kranten waarvan de publicaties herzien worden door gelijken;

e) de sportfederaties, de trainers, de topsporters, de sportbeloften, de trainingspartners en de topscheidsrechters te begeleiden en te ondersteunen in hun streven naar de topsport;

f) elk jaar een colloquium voor te stellen met een thema dat in aanmerking komt voor topprestatie;

5. zijn zetel hebben in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

6. een regelmatige boekhouding voeren overeenkomstig de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

7. controle laten uitvoeren op zijn boekhoudkundige en administratieve documenten door de ambtenaren aangesteld door de Regering;

8. elk jaar de Regering voor uiterlijk 15 december de volgende documenten meedelen :

a) een activiteitenerlsag van het lopende jaar met een uitvoerige beschrijving van de acties die gevoerd worden om de doelstellingen bedoeld in 4° te bereiken;

b) een meerjarig programmatieproject voor activiteiten voor de komende 4 jaar wordt ter goedkeuring opgestuurd naar de Algemene Administratie Sport. Dit project gaat samen met een begrotingsraming;

c) de notulen van de algemene vergadering;

d) de jaarrekeningen betreffende het vorige jaar en de begroting van het lopende jaar;

e) de bijgehouden samenstelling van de raad van bestuur;

9. drie keer per jaar deelnemen aan de vergaderingen van een begeleidingscomité met het oog op de overeenstemming van de activiteiten van de vereniging met de jaarlijkse reikwijdte die door de minister op 1 januari van elk jaar wordt meegedeeld.

Het begeleidingscomité is samengesteld uit 7 leden, waaronder :

drie vertegenwoordigers aangesteld door de vereniging ;

één vertegenwoordiger aangesteld door de Hoge Sportraad ;

één vertegenwoordiger aangesteld door de vereniging van sportfederaties, recreatieve sportfederaties en Franstalige sportverenigingen, erkend in de Franse Gemeenschap ;

twee vertegenwoordigers aangesteld door de Regering van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De activiteiten bedoeld in paragraaf 1, 4° worden uitgevoerd in het kader van de doelstellingen bepaald door de regering, in het bijzonder volgens de Olympische en Paralympische kalenders, wereldkampioenschappen of de prioriteiten vastgelegd in het kader van de subsidies voor de ontwikkeling van sport op hoog niveau, zoals bedoeld in artikel 27, §1, tweede lid, 3° van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 november 2020 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning en de classificatie van de georganiseerde sportbeweging en tot vaststelling van subsidies voor de ontwikkeling van sport op hoog niveau en kaderopleiding. De doelstellingen, waaronder de door de regering vastgestelde jaarlijkse prioriteiten, worden op 1 januari van elk jaar naar de interuniversitaire vereniging tot ondersteuning van de sportprestatie gestuurd.

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de woorden : « wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen » vervangen door de woorden : « wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen ».

Art. 5. In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

In het tweede lid, 1°, wordt het woord : « minimum » ingevoegd tussen de woorden : « naar rata van » en « 50 % van de forfaitaire subsidie » ;

In het tweede lid, 2°, worden de woorden : « artikel 3, 4° » vervangen door de woorden : « artikel 3, paragraaf 1, 4° » ;

In het tweede lid, 3°, wordt het woord : « maximum » ingevoegd tussen de woorden : « naar rata van » en « 3 % van de forfaitaire subsidie bedoeld in het eerste lid » ;

In het derde lid worden de woorden : « in 1° » vervangen door de woorden : « in het tweede lid, 1° ».

Art. 6. In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

In 2°, a), worden de woorden : « (naam, voornamen, geboortedatum, geslacht, adres) » geschrapt ;

4° wordt vervangen als volgt : « een verslag van haar activiteiten van het lopende jaar met vermelding van de acties die ontwikkeld worden volgens de doelstellingen bepaald in artikel 3, §1, 4° ».

Art. 7. In artikel 15 van hetzelfde decreet worden de woorden : « artikel 3, 9° » vervangen door de woorden : « artikel 3, paragraaf 1, 9° »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 7 juli 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 405-1. — Verslag van de commissie, nr. 405-2. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 405-3

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 6 juli 2022.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/32966]

20 JUILLET 2022. — Décret relatif aux Pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en oeuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 6.2.6-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, les modifications suivantes sont apportées :

Les paragraphes 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

«§ 2. Lors de la création du pôle territorial associant une école siège à une ou plusieurs écoles partenaires, selon le cas, l'unique pouvoir organisateur ou les différents pouvoirs organisateurs sur la base d'un accord unanime, décide(nt) :

1. soit d'affecter l'ensemble des points attribués aux traitements ou subventions-traitements à l'école siège ;
2. soit de fixer une clé de répartition entre l'école siège et la/les école(s) partenaire(s) sur la répartition des points affectés aux traitements ou subventions-traitements.

Lorsqu'il est fait application de l'alinéa 1^{er}, 2°, les emplois générés par l'utilisation des points sont affectés :

1. soit, dans le cadre d'un ressort, au pouvoir organisateur concerné lorsque la clé de répartition est fixée;
2. soit, dans la convention de partenariat, à chacun des pouvoirs organisateurs en fonction de la clé de répartition qui est mentionnée.

Les emplois générés sur la base des moyens affectés aux traitements ou subventions -traitements, y compris dans le cadre de la répartition visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, ne sont pas compris dans les calculs d'encadrement visés au chapitre IV section 10 et chapitre V, section 13, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

§ 3. Tous les six ans, concomitamment au renouvellement du pôle territorial, selon le cas, l'unique pouvoir organisateur ou les différents pouvoirs organisateurs sur la base d'un accord unanime, peu(ven)t décider de modifier l'organisation visée au § 2.

Sur la base d'un accord unanime de différents pouvoirs organisateurs, il peut être conclu un avenant à la convention de partenariat relatif à la répartition des points entre les différents pouvoirs organisateurs. De même, une modification unilatérale du ressort peut adapter la répartition des points entre l'école siège et la/les école(s) partenaire(s). Cet avenant ou cette modification unilatérale est communiqué aux services du gouvernement selon les modalités fixées par le Gouvernement. Cette modification ne peut aboutir à la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou à la perte partielle de charge d'un membre du personnel déjà nommé ou engagé à titre définitif dans un emploi au sein du pôle.»

Un paragraphe 4 est ajouté et rédigé comme suit :

«§ 4. Le pouvoir organisateur du pôle territorial et le pouvoir organisateur de l'école d'enseignement spécialisé avec lequel une convention de partenariat spécifique a été conclue peuvent convenir de rétrocéder à ladite école des points affectés aux traitements et subventions-traitements. Cette rétrocession intervient conformément à la composition du cadre du personnel du pôle qui a été fixée conformément à l'article 6.2.6-2, alinéa 1^{er}, et après concertation avec les organes locaux de concertation sociale de l'école siège.

La convention de partenariat spécifique précise l'accord intervenu concernant la rétrocession de points affectés aux traitements ou subventions-traitements de l'école siège à l'école partenaire spécifique. Les emplois générés par l'utilisation des points sont affectés au pouvoir organisateur de l'école partenaire spécifique.